

**AVIS D'APPEL PUBLIC À MANIFESTATION D'INTERET POUR LE  
RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE CONTROLE TECHNIQUE DANS  
LE CADRE DU PROJET DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION DE  
LA STATION DE BOUES DE VIDANGE A PARAKOU**

N° ~~062~~ PRMP/MCVDD/S-PRMP du .... **20 JUN 2019**

1. Le présent appel public à manifestation d'intérêt fait suite à l'avis général de Passation des Marchés Publics n° 0073/PRMP/MCVDD/S-PRMP du 22 janvier 2019 publié sur le portail web des marchés publics [www.marches-publics.bj](http://www.marches-publics.bj).
2. Le Ministère du Cadre de Vie et du Développement Durable (MCVDD) a inscrit dans le cadre de son budget exercice 2019 des ressources pour effectuer des paiements au titre du contrat relatif au recrutement d'un bureau de contrôle technique dans le cadre du projet de conception et de construction de la Station de boues de vidange à Parakou.
3. Dans le cadre de la mission, objet de la présente manifestation d'intérêt, le bureau aura pour mission de :

**A- Mission de contrôle et surveillance des travaux**

**1- Mission 1 : la validation des études APD et le visa des études d'exécution**

**BON A LANCER**

Au vu du contexte de l'appel d'offre, le prestataire est chargé de vérifier l'efficacité des études proposées par l'entreprise conformément aux objectifs à atteindre qu'il doit valider dans un premier temps avant de passer aux dossiers d'exécution. Cela suppose la validation du Cahier des prescriptions techniques et la validation du Bordereau des Prix.

Il doit examiner en détail le DAO et les dossiers techniques du marché proposé par l'entreprise. Cet examen devra permettre au Consultant de s'assurer qu'il pourra assurer la gestion des contrats pendant les phases de travaux de sorte que le montant des travaux et les délais d'exécution puissent être respectés.

Le prestataire est chargé de faire réaliser, par l'entreprise concernée, les dossiers d'exécution conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières d'une part, et du Cahier des Clauses Environnementale et Sociale des Entreprises d'autre part proposé par l'entreprise et initialement validé par le prestataire. Ces dossiers doivent comporter tous les plans d'exécution ainsi que les spécifications à usage de chantier. Le prestataire est tenu de s'assurer de leur conformité avec le projet proposé par l'entreprise et aux normes en vigueur en matière de traitement de boues de vidange.

Il doit procéder à la vérification de tous les plans d'exécution et notes de calcul dressés par l'entrepreneur. Pour l'approbation de ces plans d'exécution et projets soumis par l'entreprise, le Consultant devra s'assurer du respect de la contrainte liée à l'enveloppe financière disponible et qui ne devra pas être dépassée.

Il doit systématiquement apposer son visa sur tous les documents ou plans produits par l'entreprise avant ou pendant les travaux.

Après notification des plans d'exécution et des spécifications à usage de chantier, le prestataire est chargé de faire établir et vérifier le devis quantitatif détaillé des travaux en conformité avec l'offre de l'entreprise, ainsi que le calendrier prévisionnel d'exécution de ceux-ci. Il devra établir les dossiers de synthèse nécessaires pour un bon déroulement des travaux.



Le Consultant assurera une assistance au Maître d'Ouvrage pour la coordination entre l'entreprise, la Mairie et les communautés pour le démarrage du chantier en particulier dans la mise en place des installations de chantier.

## **2- Mission 2 : la direction de l'exécution des contrats de travaux**

### **1) Etablissement et transmission des ordres de service**

Les ordres de service à caractère technique écrits, signés et numérotés par le prestataire sont adressés à l'entrepreneur dans un délai de deux jours calendaires dans les conditions prévues par le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG). En aucun cas, le prestataire ne peut notifier les ordres de service relatifs :

- à la notification de la date de commencement des travaux ;
- à la modification du programme initial.
- au délai d'exécution des travaux.

Le Consultant doit participer à la remise des sites.



Les ordres de service faisant suite à une décision du Maître d'Ouvrage doivent être notifiés dans un délai de trois (03) jours.

### **2) Direction des réunions et production des comptes rendus et rapports**

Le prestataire est tenu d'organiser des réunions hebdomadaires qui permettront au Maître d'Ouvrage de constater l'avancement des travaux. Les observations faites à cette occasion seront consignées au journal de chantier et feront l'objet d'un compte-rendu remis au Maître d'Ouvrage dans les délais prévus par le CCAP.

- (1) Le prestataire tiendra un journal de chantier où seront consignées les constatations, aussi bien les siennes propres que celles de tous autres intervenants dans le suivi des travaux. Dans ce journal seront également répertoriés tous les ordres de service qu'il aura donnés et mentionnés tous les événements relatifs aux conditions climatiques. Il devra préciser également les consignes, instructions de détail, contre signature de l'entrepreneur, la situation de la main-d'œuvre par catégorie, la nature des travaux exécutés et les remarques particulières. Ce journal deviendra la propriété du Maître d'Ouvrage à qui il sera remis en fin de chantier.
- (2) Une réunion mensuelle sera organisée par le prestataire en présence des représentants du Maître d'Ouvrage et d'autres intervenants dans l'opération. Un compte-rendu en sera rédigé en dix (10) exemplaires pour le Maître d'Ouvrage par le prestataire et remis dans le délai indiqué au CCAP. Des réunions pourront également être organisées à la demande du Maître d'Ouvrage.
- (3) Le prestataire établira et remettra tous les deux mois, dans les soixante jours suivant le mois écoulé en cinq (05) exemplaires pour le Maître d'Ouvrage, un rapport de la mission de contrôle, comprenant :
  - à titre de rappel, une brève présentation du projet ;
  - l'état d'avancement des travaux et la situation financière et administrative du marché en comparaison avec les prévisions initiales de l'entreprise, le relevé des ordres de service, les contentieux ;



- les chronogrammes réel et prévisionnel (comparés des travaux, les pourcentages d'avancement par tâches...);
  - les moyens matériels et humains mobilisés par l'entreprise et par la Mission de Contrôle et de Coordination ;
  - une description des travaux exécutés, des incidents rencontrés, des mesures correctives prises, des modifications apportées au projet ;
  - les études réalisées par la Mission de Contrôle et de Coordination ;
  - les commentaires sur les résultats d'essais de laboratoire et sur la qualité des travaux ;
  - la situation financière du contrat de contrôle et surveillance;
  - les prévisions actualisées de budget du projet (travaux et contrôle), comparées au budget initial, et l'explication des écarts, tant pour le marché de travaux que pour celui de contrôle ;
  - la situation des demandes de paiement des contractants et la situation des règlements ;
  - des photographies commentées caractéristiques des travaux réalisés ;
  - tout fait majeur ayant ou pouvant interférer sur les travaux proprement dits ;
- (4) un rapport confidentiel final en dix (10) exemplaires comportant :
- o l'historique du projet et le rappel des techniques utilisées ;
  - o la situation finale des travaux exécutés et l'analyse des causes de dépassements éventuels ;
  - o une étude critique des problèmes rencontrés et des recommandations pour de futurs projets similaires ;
  - o une appréciation sur la qualité des travaux et des fournitures et un listing des points particuliers à surveiller durant la période de garantie ;
  - o une appréciation sur la qualité des dossiers types d'appel d'offres et de tous les documents contractuels ;
  - o une analyse et des estimations détaillées des éventuelles réclamations de l'entreprise ;
  - o éventuellement un rapport final au moment de la réception définitive donnant une description détaillée de la tenue des ouvrages au terme de la période de garantie.

Lorsque ce rapport fait objet d'observations de la part du Maître d'Ouvrage, le Consultant disposera d'un délai de quinze (15) jours pour la levée de ces observations.

Le paiement du décompte final au Consultant sera conditionné par la remise au Maître d'Ouvrage du rapport confidentiel final définitif.

### 3) Contrôle des dispositions techniques

**BON A LANCER**

Ce contrôle portera sur les dispositions techniques prévues pour l'exécution des travaux, telles que :

- la réception technique des installations de chantier de l'entrepreneur conformément aux dispositions du marché passé avec ce dernier ;
- le Visa des Etudes d'exécutions fondées sur le Projet approuvé par le Maître d' Ouvrage avec l'approbation des corrections apportées éventuellement par l'Entrepreneur au projet et au programme d'origine, permettant la réalisation de l'ouvrage ;



- le contrôle de l'organisation des chantiers et la vérification des moyens techniques de l'Entreprise en tenant compte des programmes d'exécution et des chronogrammes prévisionnels ;
- la bonne qualité des matériaux mis en œuvre conformément aux clauses des contrats et aux règles de l'art ;
- la vérification de la police d'assurance des risques professionnels ;
- la vérification de la mise en œuvre par l'entreprise des procédures de plans d'assurance qualité ;
- l'agrément du laboratoire de l'entreprise ;
- la vérification de la conformité des travaux aux projets d'exécution approuvés, aux plans contractuels, aux prescriptions des documents contractuels et aux ordres de service ;
- la mise en œuvre du Plan d'Assurance Qualité de l'entreprise ;
- la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social ;
- la réalisation de l'ensemble des essais nécessaires au contrôle des travaux (structure, géotechnique, hydrauliques, matériaux, topographie, etc.). Ces essais sont les suivants selon la proposition de l'entrepreneur et validé par le prestataire :
  - o Essais sur granulats (granulométrie, ES, Essais Los Angeles et MicroDeval, Essais de propreté, de concassage, de forme, d'adhésivité, dosage en matières organiques) ;
  - o Essais sur les bétons hydrauliques (teneur en eau des agrégats, poids spécifique des agrégats, analyse de béton frais, essais d'ouvrabilité, essais de compression et de traction sur éprouvette, essais au scléromètre) ;
  - o Essais sur fondation d'ouvrages d'art et terrassement (piézométrie, sondages électriques, compacité des sables, cohésion des argiles, tassement, essais au pénétromètre).
- la prise des dispositions concernant le laboratoire de l'entreprise afin de respecter les directives relatives au contrôle de l'exécution et de la mise en œuvre des matériaux ;
- l'exploitation des résultats des différents essais pour dégager les décisions à prendre ;
- la préparation des décisions techniques à prendre par le Maître d'Ouvrage compte tenu de l'avancement des travaux, des difficultés rencontrées et des événements non prévisibles ;
- pour exercer les contrôles généraux des travaux, les visites de chantiers auront lieu régulièrement comme indiqué ci-dessus, et aussi inopinément en tant que de besoin. L'entrepreneur est tenu d'être présent à chaque visite ainsi que lorsque les décisions à prendre le nécessitent ;
- la prise des dispositions concernant le laboratoire de l'entreprise afin de respecter les directives relatives au contrôle de l'exécution et de la mise en œuvre des matériaux ;
- l'exploitation des résultats des différents essais pour dégager les décisions à prendre.

**BON A LANCER**

N.B : Le programme des essais pour les travaux sera établi par le prestataire et exécuté par l'entreprise après approbation du Maître d'Ouvrage.

**4) Vérification des situations et décomptes ainsi que proposition au Maître d'Ouvrage pour liquidation**



Cette prestation comportera la préparation et l'établissement des pièces de dépenses réglementaires telles que :

- les attachements de chantier (avance, approvisionnement, travaux terminés ou non, etc.) ;
- les attachements financiers (intérêts moratoires, pénalités, révision des prix, etc.), les décomptes périodiques en conformité avec le CCAG ou le CCAP, sur la base des projets de décompte en factures remis par l'entreprise ;
- l'établissement des décomptes mensuels de travaux et des certificats pour paiement d'acompte correspondants ;
- le suivi de l'exécution des paiements et des encaissements par les entreprises ;
- les certificats pour paiements ou demandes de décaissement signés du Maître d'Ouvrage ;
- l'établissement du décompte général et définitif selon le même processus sur la base du projet de décompte final établi par l'entreprise.

Le Prestataire veillera notamment à ce que ce décompte final soit présenté sous la même forme fonctionnelle que le détail estimatif qu'il aurait préalablement approuvé. Il établira l'état des soldes à partir du décompte final et des derniers décomptes mensuels correspondants.

Le décompte général doit comprendre :

- le décompte final considéré ;
- l'état de solde considéré ;
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde, dont le résultat constitue le montant du décompte général ;
- la vérification des sous-détails des prix de l'entreprise ;



NB : Le marché est à prix forfaitaire. Les prix proposés par l'entreprise sont fermes, définitifs et non révisables conformément au DAO. L'entreprise est tenue de respecter le prix du marché. Aucun dépassement ne sera autorisé à l'exception d'un avenant relevant de travaux non compris dans le DQE et jugés acceptables par le Maître d'Ouvrage.

### **3- Mission 3 : le contrôle des travaux**

#### **1) Analyse et validation des tâches élémentaires**

Sur la base du projet d'exécution, le Prestataire est chargé de contrôler que le découpage du chantier en tâches élémentaires est réalisé de manière rationnelle et que chacune de ces tâches est en harmonie avec les techniques utilisées, le planning prévisionnel et les prévisions de coût issues du marché. Il contrôlera notamment que les moyens soient conformes aux sous détails des prix.

#### **2) Intervention des intervenants**

Le prestataire est chargé de veiller à ce que les divers intervenants agissant dans le cadre du marché des travaux (BET, laboratoire, sous-traitants, etc.) interviennent en parfaite cohérence ; il validera les propositions de l'entreprise dans ce domaine.

En outre, il s'assurera, en particulier, du respect des cahiers des charges environnementales et sociales de l'entreprise.



### **3) Suivi de l'entreprise**

Le prestataire est chargé de contrôler l'entreprise, et en particulier de veiller à ce qu'elle respecte les règles administratives et techniques qui lui sont imposées par le CCAG, le CCAP, le CCES, le CCTP et les règles de l'art.

Il doit également assurer le contrôle de l'organisation de chantier et des modes opératoires de l'entreprise.

Il doit lui apporter son assistance quant à la compréhension des dossiers techniques et administratifs et l'élaboration des pièces destinées au paiement des travaux.

Il assure le contrôle de la programmation des différentes phases de travaux et l'actualisation des programmes et des plannings d'exécution, ainsi que toute mission de coordination qui s'avérerait nécessaire pour mener à bonne fin l'ensemble du projet.

### **4) Suivi de la mise en œuvre du PGES**

Le prestataire a à sa charge le suivi de la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnemental et Social, conformément au cahier des clauses environnementale et sociale.

### **5) Assistance à la mise au point des avenants**

Le Prestataire assistera le Maître d'Ouvrage dans la préparation des avenants qui pourraient être mis en place pendant l'exécution du marché de travaux, des décisions de réévaluation, des sursis d'exécution et des remises de pénalités.

Les avenants ne concerneront pas les travaux pris en compte dans le DQE de l'entreprise. L'entreprise est dans l'obligation du respect rigoureux du devis qu'il a proposé correspondant aux prestations indiquées dans le DQE et qu'il est tenu de réaliser telles que décrites dans le cahier des prescriptions techniques après approbation du prestataire et de la Maîtrise d'Ouvrage.

### **6) Assistance au Maître d'Ouvrage pour l'arbitrage et règlement des litiges**

Le prestataire est chargé d'examiner les réclamations de l'entreprise, des intervenants et riverains, au cours des travaux et les présenter au Maître d'Ouvrage, de formuler les propositions et les conseils.

Il contribue à la définition des missions d'expertise et instruit les mémoires de l'entreprise en cours de litiges.

**BON A LANCER**

## **4- Mission 4 : Assistance à maîtrise ouvrage pour la réception des travaux (AMOR)**

### **1) Régulation de l'achèvement des travaux**

Le prestataire est chargé d'évaluer de manière précise les prévisions d'achèvement des travaux. Il doit régulièrement aviser le Maître d'Ouvrage de l'évolution du chantier en particulier dans sa phase finale.

Il doit exercer un encadrement constant de l'entreprise afin d'avoir une vision claire des contraintes de celle-ci vis-à-vis du respect des plannings.

### **2) Organisation des opérations de réception**

Le prestataire organise les opérations de réception des travaux, fournitures et prestations, y compris les réceptions provisoires et partielles. Il informe suffisamment tôt à l'avance les différentes personnes concernées. Il assure les liaisons avec les organismes de contrôle.



Il rédige les procès-verbaux et les fait signer des parties prenantes.

Les opérations de réception couvriront non seulement la réception provisoire, mais également une mission un an plus tard pour participer à la réception définitive.

### **3) Gestion de l'exercice des garanties par l'entreprise et de la levée des réserves**

Le prestataire est tenu d'assurer le suivi des réserves formulées lors des opérations de réception, jusqu'à leur levée.

Il est chargé de l'examen des désordres signalés par le Maître d'Ouvrage et doit établir un rapport circonstancié précisant la nature et les origines de ces désordres, et formulant des propositions quant à leur traitement.

Il assurera

- pendant le délai de garantie, les visites au minimum bimestrielles des ouvrages exécutés par l'entrepreneur ;
- le cas échéant l'assistance pour l'application de la retenue de garantie contractuelle.

### **4) Elaboration des dossiers des travaux exécutés**

Le prestataire établit la liste détaillée des documents constituant les dossiers des travaux exécutés (DOE). Il lui appartient de collecter et de vérifier les documents ci-dessus fournis après exécution par l'entrepreneur (et notamment les plans d'ensemble et de détail conformes à l'exécution). Il doit soumettre à l'approbation des administrations compétentes, après visa du Maître d'Ouvrage, les plans de récolement.

Le prestataire remettra, après vérification, le document ci-dessus (en trois exemplaires dont un sur calque) au Maître d'Ouvrage Délégué ainsi que les notices de fonctionnement et d'entretien accompagnées des consignes d'exploitation de l'ouvrage. Le Maître d'Ouvrage Délégué transmettra ces documents aux différents services concernés.

Les candidats intéressés sont invités à manifester leur intérêt pour la prestation des services décrits ci-dessus en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter les services à savoir : *la présentation de la structure, les références techniques, l'organisation technique et managériale, la composition de l'équipe (qualification et expériences)*. Il est demandé aux candidats de fournir ces informations en ne dépassant pas douze (12) pages (CV non compris). Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.



**NB : Seules les expériences prouvées seront prises en compte.**

Les candidats devront respecter les critères ci-après :

#### **❖ Expérience et compétence avérées dans le domaine concerné**

Le Cabinet doit être spécialisé dans le contrôle technique des travaux d'assainissement.

Le personnel clé qui sera mobilisé pour la réalisation de la prestation devra avoir le minimum de qualification et d'expérience requis :



- **un chef de mission**, ingénieur hydraulique ou Génie Civil (Bac + 5), spécialisé en ouvrages d'assainissement et ouvrages d'art en milieu urbain, justifiant d'une expérience probante d'au moins sept (07) ans dans le domaine du suivi des travaux d'assainissement et d'ouvrages d'art dont au moins cinq ans en qualité de chef de mission ; Il devrait avoir au moins deux (02) expériences en projets de traitement de boues de vidange ;
- **un environnementaliste**, ingénieur ou universitaire (Bac + 5) justifiant d'une expérience professionnelle probante d'au moins trois (03) années sur le suivi et contrôle de chantier et de cahier des charges environnemental et social des entreprises ;
- **un ingénieur du Génie Civil** (Bac + 5), spécialiste des travaux d'assainissement et justifiant d'une expérience probante d'au moins cinq (05) années d'expérience dans la réalisation de prestations d'études et de contrôle des travaux d'assainissement et d'ouvrages d'art dont au moins un (01) ans sur des travaux similaires ;
- **un géomètre – topographe**, Technicien supérieur en topographie ayant au moins sept (07) ans d'expérience dans la réalisation d'études et de contrôle des travaux d'assainissement et d'ouvrages d'art dont au moins trois (03) ans en qualité de responsable de la topographie ;
- **un géotechnicien**, ingénieur du Génie Civil ou universitaire de formation équivalente (Bac + 4) et présentant une expérience générale d'au moins trois (03) ans dans le domaine du suivi des travaux routiers et/ou de voiries urbaines. Il devrait avoir au moins deux (02) expériences similaires dans les projets de similaires ;
- **Deux surveillants permanents**, ils devront posséder un diplôme de technicien supérieur ou tout autre équivalent, diplômé (Bac +3) et présentant une expérience générale d'au moins trois (03) ans dans le domaine des études de travaux routiers et/ou d'assainissement. Ils devraient avoir au moins deux (02) expériences en projets d'assainissement similaires.

NB : Le Cabinet est libre de joindre à son équipe toute compétence qu'il jugera pertinente dans sa méthodologie.



- 4) Une liste d'au moins trois (03) candidats et au plus sept (07) candidats présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter cette étude sera établie par l'autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières.

Pour être retenu, le Consultant devra réunir une note minimale de **soixante-dix points sur cent (70/100) points** et sera choisi par la méthode de sélection basée sur **la qualité et le coût**.

- 5) Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-après : Secrétariat PRMP/MCVDD 01 BP 3651 3ème étage du bâtiment principal Tel (+229) 21-31-55-08, Fax (+229) 21 31 51 09 Mail : [prmp\\_mcvdd@cadredevie.bj](mailto:prmp_mcvdd@cadredevie.bj), à compter du 21/11/2019 tous les jours ouvrables de 08 heures à 12heures et de 15 heures à 18heures.



- 6) Les manifestations d'intérêt doivent être rédigées en langue française et en trois (03) exemplaires dont une (01) originale et deux (02) copies marquées comme tels, et déposées à l'adresse ci-après : Secrétariat de la Personne responsable des Marchés Publics du Ministère ; bureau 315; 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment principal au plus tard le 28 juin 2019 à 10 heures précises (heure locale) avec la mention :

**«MANIFESTATION D'INTERET POUR RECRUTEMENT D'UN BUREAU DE  
CONTROLE TECHNIQUE DANS LE CADRE DU PROJET DE CONCEPTION  
ET DE CONSTRUCTION DE LA STATION DE BOUES DE VIDANGE A  
PARAKOU»**

**BON A LANCER**

**« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE »**

- 7) L'ouverture aura lieu le même jour à la salle de conférence au 3<sup>ème</sup> étage du bâtiment Ozone du MCVDD à 10h 30mn.
- 8) La Personne Responsable des Marchés Publics se réserve le droit de ne pas donner une suite aux candidats non présélectionnés.

**La Personne Responsable des Marchés Publics,**



**Flore TSAWLASSOU CODJO**